



parti ouvrier de turquie

PROGRAMME

du Parti Ouvrier de Turquie



parti ouvrier de turquie

PROGRAMME

du Parti Ouvrier de Turquie

TÜRKİYE İŞÇİ PARTİSİ YAYINLARI
PUBLICATIONS DU PARTI OUVRIER DE TURQUIE

Octobre / Ekim 1979
No. 26

Distribution:

Türkiye İşçi Partisi Genel Merkezi
Piyerloti Caddesi 21/5 - Çemberlitaş
Istanbul - Turquie

Tél: 22 86 20

Coodiff s.c.
Square C. M. Wiser 13 Bte. 2
1040 Bruxelles - Belgique

Tél: 230 34 72

Imprimé en Belgique
D/1979/2198/33

**CONSIDERATIONS
SERVANT DE BASE
AU PROGRAMME**

INTRODUCTION

LA CONTRADICTION PRINCIPALE EST CELLE ENTRE LES SYSTEMES CAPITALISTE ET SOCIALISTE

Depuis les débuts de l'histoire, les relations entre différentes sociétés humaines ont influé sur les situations internes propres à chaque société. Quant à l'époque actuelle, ces relations se sont tellement développées qu'il est devenu impossible de considérer une quelconque société en faisant abstraction de la situation dans le monde. Les pays qui se trouvent à des stades pas très avancés de l'évolution générale, sont, plus que d'autres, soumis à l'influence de la conjoncture mondiale.

- Notre époque est celle du passage
du capitalisme au socialisme

Notre époque est caractérisée par le passage du capitalisme au socialisme. Jusqu'à une époque récente le capitalisme englobait le monde entier; puis, des pays se sont détachés du capitalisme et il existe aujourd'hui un système socialiste mondial. La contradiction principale de notre époque est celle qui oppose ces deux systèmes. Le fait que les relations entre forces productives et rapports de production soient différentes dans les deux systèmes en est la cause.

Le capitalisme ne cesse de reculer, son aire de se rétrécir, tandis que le socialisme s'étend et se renforce. Le capitalisme en est à son stade impérialiste et il est dans l'obligation de se procurer de nouvelles matières premières, d'élargir ses marchés, son aire d'investissement et d'exportation de capital. La contradiction entre ces nécessités du capitalisme et le rétrécissement continu de son aire d'influence aggrave la crise chronique du système capitaliste, aiguise ses autres contradictions et prépare l'avènement de grands bouleversements, des révolutions. Dans les pays capitalistes avancés la contradiction entre le capital et le travail s'aiguise; la lutte des classes laborieuses pour la paix, la démocratie et le socialisme se renforce et le mouvement ouvrier mondial gagne de nouvelles victoires. Toutes les sociétés aboutiront, d'une façon ou d'une autre, au socialisme.

• Notre époque est aussi celle des Mouvements et des Révolutions de Libération Nationale

Notre époque est également celle où, à l'intérieur du système capitaliste mondial, les contradictions et combats entre sociétés exploiteuses et sociétés exploitées s'accroissent, où naissent aussi les mouvements et révolutions de libération nationale. Quant à l'aire d'influence et d'exploitation de l'impérialisme, elle aussi est en danger à cause des mouvements de libération nationale et de la libération progressive des pays exploités.

• La contradiction et les luttes nationales ne sont pas indépendantes de la contradiction entre les systèmes

Ces contradictions et luttes nationales ne sont pas indépendantes de celle entre les systèmes capitaliste et socialiste. Les contradictions entre l'impérialisme et l'anti-impérialisme, des pays exploités avec les pays exploités dépendent en dernière instance de la contradiction entre le capital et le tra-

vail; elles en sont les manifestations au plan international. Par ailleurs, il n'est pas possible, pour les pays exploités en question, d'obtenir une véritable indépendance tout en demeurant au sein du tissu international des relations capitalistes; pour cela, il leur faut faire un pas vers le socialisme. Les mouvements de libération nationale font, objectivement partie du mouvement mondial de passage du capitalisme au socialisme.

Le fait que, de nos jours, le tiers de la population mondiale ait déjà effectué un saut qualitatif vers le socialisme, que ce tiers ait, à divers degrés, fait passer le socialisme dans les réalités et qu'ainsi la position historique du socialisme face au capitalisme se trouve renforcée; le fait aussi que le mouvement de la classe ouvrière dans les pays capitalistes avancés ne cesse de se renforcer et de s'intensifier, facilite la lutte conjointe pour l'indépendance, la démocratie et le socialisme qui est menée dans les pays peu développés et l'oriente vers le socialisme.

La Turquie, quant à elle, ne peut être abstraite de ces mouvements et évolutions qui se déroulent à l'échelle mondiale. Le Parti Ouvrier de Turquie suit de près, encourage et fraternise avec le développement du socialisme mondial, les succès des mouvements ouvriers et des luttes anti-impérialistes.

• La concurrence et les contradictions entre pays capitalistes-impérialistes continuent d'exister

Le fait que la contradiction principale dans le monde soit entre le socialisme et le capitalisme n'a en rien atténué les contradictions entre les pays capitalistes-impérialistes. Il est vrai qu'à la suite de la Seconde Guerre Mondiale les pays capitalistes se sont efforcés de s'unir contre le socialisme. Mais l'essence de l'impérialisme ne s'est pas modifiée et il n'y a pas eu d'"ultra-impérialisme". Il y a toujours eu des contradictions entre pays impérialistes et celles-ci continueront d'exister car la loi du développement inégal du capitalisme ne cessera pas de

faire son œuvre tant que le capitalisme existera. Il en résulte que le rapport de forces entre pays impérialistes change constamment. Bien que les Etats-Unis soient toujours en tête du monde capitaliste-impérialiste, il est vrai que ceux-ci ne dominent plus leurs associés européens et japonais comme immédiatement après la Seconde Guerre Mondiale. Comme mentionné plus haut, la résistance des pays exploités, ainsi que le système socialiste, se sont renforcés. La Turquie se trouve à l'intérieur de l'aire de concurrence et de discorde des pays impérialistes.

LA TURQUIE SE TROUVE A L'INTERIEUR DU TISSU DE RELATIONS DU CAPITALISME A SON STADE IMPERIALISTE

La Turquie se trouve à l'intérieur de ce tissu de relations et elle est sous l'exploitation et la pression militaire, économique et politique de l'impérialisme. C'est l'importance stratégique de la Turquie qui a pesé le plus lourd aux yeux de l'impérialisme jusqu'à nos jours. Par ailleurs, la Turquie a eu, à différentes époques, des relations avec différents centres impérialistes, dont le poids et l'importance dépendait du rapport de forces entre ces différentes puissances impérialistes. Cependant, et contrairement à certains pays sous-développés, bien qu'une seule puissance impérialiste occupe constamment l'avant-scène, la dépendance économique, politique et militaire de la Turquie ne fut pas toujours orientée vers le même pays; il en va de même aujourd'hui.

- La Turquie est un pays sous-développé, mais son niveau de développement est supérieur à celui de bien d'autres pays.

Pays dominé et exploité par l'impérialisme, les forces productives de la Turquie sont cependant plus développées que celles de bien d'autres pays sous-dé-

veloppés. La Turquie, malgré tous les liens de dépendance dont elle a fait l'objet, n'a jamais été colonisée; elle n'a jamais perdu son statut d'"Etat indépendant". La Turquie ne se trouve pas, à l'encontre de bien des pays sous-développés, à un stade de développement pré-capitaliste. Des survivances précapitalistes existent à l'Est et au Sud-Est du pays mais celles-ci sont en voie de disparition.

- Les rapports de production dominants en Turquie sont des rapports capitalistes

La Turquie est un pays capitaliste, étant donné ce que sont les rapports de production dominants. La bourgeoisie est au pouvoir depuis longtemps et elle ne cesse de se renforcer. L'ère républicaine a été l'époque du dépassement du féodalisme, du renforcement du capitalisme et du pouvoir bourgeois et de la transformation de la Turquie en un pays capitaliste, malgré son arriération et sa dépendance. Dans le cours de ce processus, les propriétaires terriens féodaux se sont, dans leur grande majorité, embourgeoisés, transformés en propriétaires terriens capitalistes.

- La révolution démocratique bourgeoise en Turquie, est, dans ses grandes lignes, achevée

La bourgeoisie du capitalisme turc arriéré et tronqué, a déjà effectué une révolution à sa mesure. L'abolition du sultanat et du califat, des tribunaux coraniques et l'établissement d'un système judiciaire unitaire et laïque, le suffrage universel direct, le multipartisme, la levée de la censure sur la presse, les organisations de classe, les syndicats, le droit de grève et aux conventions collectives, la sécurité sociale, etc., bien que limités dans la pratique, constituent certains des éléments de la révolution démocratique bourgeoise en Turquie. La limitation des droits et libertés démocratiques et la poursuite de la répression ne change en rien ce jugement. La bourgeoisie essaie toujours et partout de limiter les li-

bertés. Le régime bourgeois le plus "démocratique" n'est jamais, en dernière analyse, qu'une dictature de la bourgeoisie et le fascisme, qui élimine droits et libertés, n'en est que la variété reposant sur la terreur ouverte.

Il ne peut être question, pour la Turquie, d'une Révolution Démocratique Nationale. Celle-ci a été proposée pour des pays se trouvant encore à un stade pré-capitaliste et ayant récemment acquis leur indépendance politique. On a ainsi soutenu que, dans ces pays, la Révolution Démocratique Nationale éliminerait les relations de production précapitalistes, ainsi que les structures politiques qui les accompagnent. Pour cette raison, la Révolution Démocratique Nationale est, dans son essence, une révolution démocratique bourgeoise. Mais ensuite, une fois que les anciennes infrastructures et super-structure auront été éliminées, ce n'est pas vers la création d'un modèle de développement capitaliste que l'on se serait orienté, mais, avec l'aide des pays socialistes et du mouvement ouvrier mondial, à travers une "voie non capitaliste" de développement, vers le socialisme. De ce point de vue, et aussi parce que la lutte pour la Révolution Démocratique Nationale est une lutte anti-impérialiste, ces luttes font partie du mouvement socialiste mondial. Or, la Turquie est, une fois pour toutes, passée au stade capitaliste, elle a déjà effectué, pour l'essentiel, sa révolution bourgeoise et il ne saurait être question, pour elle, de Révolution Démocratique Nationale. Lorsque la Révolution viendra à l'ordre du jour, il s'agira de la révolution socialiste.

Cependant, dans la période actuelle, le développement du processus de démocratisation, la sauvegarde et l'élargissement des droits et libertés démocratiques, la démocratisation de notre société, en bref la lutte démocratique et anti-impérialiste est à l'ordre du jour. Comme cette lutte est condamnée à l'échec tant que persiste le système capitaliste, la lutte pour l'indépendance et pour la démocratie retrouve et s'imbrique nécessairement avec la lutte pour le socialisme.

LE PROCES CAPITALISTE EN TURQUIE S'EST DEROULE AUTREMENT QU'EN EUROPE

Le développement du capitalisme et de la démocratie en Turquie a suivi des voies différentes qu'en Europe. Cette voie était placée, en Europe, sous le signe du développement des relations capitalistes au sein de la société féodale, par une dynamique interne dans un monde où des modes de production plus avancés n'existaient pas. Or, l'évolution tant économique que politique de l'Empire Ottoman s'est faite sous la pression d'économies plus avancées; et ces pressions continuent de se manifester de nos jours. *Plus important encore, le capitalisme turc est intégré à l'impérialisme.* Ce qui est intégré à l'impérialisme, ce n'est pas seulement une poignée de "bourgeois collaborateurs" ou une "oligarchie financière", mais le capitalisme en Turquie, en tant que système, est intégré dans et dominé économiquement, financièrement et politiquement par l'impérialisme mondial.

Cette intégration qui n'est pas une identification n'exclut cependant pas les frottements et les contradictions, ouvertes ou déguisées. Les pays que l'impérialisme domine et exploite, aussi arriérés qu'ils puissent être, ne sont pas des "récipients vides" que l'impérialisme peut emplir à sa guise; celui-ci joue sur les conditions internes et les forces sociales du pays qu'il domine, et les oriente dans des directions qui lui conviennent. Autrement dit, chaque société a sa propre dynamique interne. Et dans un pays comme la Turquie, qui n'a jamais été colonisé, qui comportait une organisation destinée à administrer un empire, et dont le processus de passage au capitalisme est vieux de plus d'un siècle, les forces structurelles de la société, sa dynamique interne, pèsent plus lourd encore. De plus, la Turquie a mené à bien sa Guerre de Libération Nationale, puis a, pendant un certain temps veillé de près à sa propre indépendance politique et a su réduire au minimum sa dépendance financière.

Pendant cette période allant de la Guerre de Libération Nationale à la Seconde Guerre Mondiale, la Turquie n'a pas pu se dégager de ses liens de dépendance capitalistes-impérialistes, n'a donc pas pu s'industrialiser rapidement et se libérer de son statut d'économie dépendante. La petite bourgeoisie et la bourgeoisie commerciale qui étaient à la tête de la lutte pour la Libération Nationale, ne pouvaient, de par leur nature, désirer sortir du cadre capitaliste, et comme elles ont choisi la voie de développement capitaliste, il n'a pas été possible d'atteindre "la civilisation contemporaine".

Par ailleurs, comme on l'observe aussi dans le cas d'autres révolutions bourgeoises, la bourgeoisie, une fois au pouvoir, monopolise toutes les libertés. La bourgeoisie turque, afin de mettre la main plus sûrement sur une plus grande partie de la plus-value et de concentrer entre ses mains l'accumulation du capital, a imposé un régime répressif à la classe ouvrière et aux masses populaires. Le développement relatif des droits et libertés démocratiques ne se fera que beaucoup plus tard. Dans la période en question, la bourgeoisie turque et l'élite dirigeante petite bourgeoisie, pour des raisons touchant à la sécurité et à l'indépendance vis-à-vis de l'Ouest, ont noué d'étroites relations avec l'Union Soviétique, mais elles ont continué, à l'intérieur, d'appliquer des méthodes répressives et anti-démocratiques. Ainsi, leur politique intérieure était en conflit permanent avec ce qu'elles voulaient pratiquer à l'extérieur; en fait, une véritable indépendance n'était possible qu'au prix d'un effort pour sortir du réseau capitaliste-impérialiste mondial. Et ceci aurait nécessité une démocratisation interne, des droits et libertés démocratiques pour les masses populaires.

Malgré cela, il ne faudrait pas sous-estimer, du point de vue de l'indépendance nationale, le sens et l'importance de la Guerre de Libération Nationale et de la période qui a suivi la proclamation de la République.

● Le capitalisme turc est dépendant vis-à-vis de l'impérialisme

N'ayant pas pu développer les forces productives et industrialiser le pays, la bourgeoisie turque, à partir de la fin des années 30, s'oriente de plus en plus vers l'Occident afin d'exploiter le marché turc en association avec le capital étranger. Le formidable développement du mouvement ouvrier mondial qui a suivi la fin de la Seconde Guerre Mondiale, de même que sa méfiance vis-à-vis de sa propre classe ouvrière, ont poussé la bourgeoisie turque dans cette voie. La pénétration de l'impérialisme en Turquie, avec l'OTAN, le CENTO, les bases militaires et les accords bilatéraux turco-américains s'est faite sur la demande expresse de la bourgeoisie turque, et non par la force. En ce sens, les classes dominantes turques ont agi de façon "indépendante". Mais les liens qu'elles ont imposé à la Turquie sont des liens de dépendance. Ensuite sont venues la législation sur le pétrole et sur le capital étranger qui ont largement ouvert les portes du pays à ce dernier.

Par ailleurs, l'importance stratégique de la Turquie, au Moyen-Orient, pour l'impérialisme américain, avait augmenté. La doctrine Truman, puis l'inclusion de la Turquie dans le plan Marshall montre que l'impérialisme américain avait bien compris l'importance stratégique de la Turquie dans la région.

Le fait que la bourgeoisie turque ait elle-même grand ouvert les portes du pays à l'impérialisme et qu'elle l'ait presque invité n'enlève rien à la nature expansionniste et coercitive de l'impérialisme. Il ne s'est agi ici que d'une coïncidence d'intérêts.

● La Turquie ne pourra atteindre de hauts niveaux de développement par la voie capitaliste

Pour les raisons qu'on vient de mentionner, la bourgeoisie n'arrivera jamais à hisser la Turquie à un haut niveau de développement. Le statut dépendant dans lequel se trouve l'économie turque ne le permet pas.

Tant que ces liens de dépendance continueront d'exister, la bourgeoisie turque ne pourra industrialiser le pays qu'autant que ses ressources et que la division internationale du travail imposée par l'impérialisme le lui permettront. Il est illusoire de penser que la bourgeoisie pourra passer à l'industrie lourde technologiquement avancée et qu'elle pourra assurer un développement répondant aux aspirations démocratiques des masses populaires. Par contre, mépriser la dynamique interne du développement capitaliste en Turquie et le qualifier comme étant l'œuvre d'une "oligarchie financière" et d'une couche "d'intermédiaires et d'usuriers", un système "parasite" en somme, est une erreur et mènerait le mouvement ouvrier turc à des conclusions erronées.

- La lutte pour l'Indépendance,
la Démocratie et le Socialisme est un tout

De la nature de la bourgeoisie turque et de son pouvoir politique, telle qu'ils ont été exposés dans les sections qui précèdent, il ressort ce qui suit:

La bourgeoisie turque, incapable d'exploiter à elle seule le marché national, ne s'est pas élevée, à partir des années 40, contre la pénétration du capital étranger; elle n'a pas été anti-impérialiste. L'opposition que certains groupes d'industriels ont manifestée à l'égard du Marche Commun et du capital étranger ce dernier temps ne signifie en rien un désir de rupture mais montre simplement, comme cela a déjà été indiqué plus haut, que la collaboration avec l'impérialisme ne comporte pas toujours une parfaite identité d'intérêts et qu'il peut y avoir des conflits.

La lutte anti-impérialiste en Turquie n'est pas une lutte à laquelle participe toute la nation, sauf une petite minorité, mais une lutte contre le capitalisme à l'intérieur. Ceci nous indique que la lutte anti-impérialiste est inséparable de la lutte pour le socialisme et que le combat pour l'indépendance, la démocratie et le socialisme forment un tout indissociable.

LA SITUATION DE CLASSE EN TURQUIE

A la lumière de cette courte analyse, la situation des classes sociales en Turquie se présente comme suit:

LES RELATIONS ET CONTRADICTIONS ENTRE LES CLASSES DOMINANTES

Dans le cadre du processus du développement du capitalisme depuis l'époque de l'Empire Ottoman il s'est formé une alliance entre les propriétaires terriens (les "aga") et la grande bourgeoisie commerciale. Comparée à cette coalition, la bourgeoisie industrielle était plutôt faible mais elle y a tout de même participé en tant que "petit partenaire".

Le secteur industriel privé, sous la protection de l'Etat et aidé par la politique officielle d'Etatisme, après une période d'accumulation dans les conditions particulières de la Seconde Guerre Mondiale, a commencé à s'épanouir dans les années 50. Avec les années, l'allure de l'industrialisation s'est accélérée. Dans les années 60, ceci s'accroît et les éléments industriels se démarquent par rapport à la bourgeoisie

commerciale et commencent à défendre leurs intérêts propres. La bourgeoisie industrielle entre en conflit avec les éléments commerciaux et agricoles afin de pouvoir accaparer ou dominer les ressources financières du pays.

Parallèlement à une accumulation du capital plus "classique" dans le secteur industriel réalisée aussi grâce au financement étranger, le grand capital se transforme progressivement en capital monopoliste et commence à s'étendre à d'autres secteurs de l'économie. Il est apparu, par conséquent, une contradiction entre le grand capital monopoliste et les groupes capitalistes non-monopolistes.

- Le processus monopoliste,
le grand capital monopoliste

Les termes de "monopole" et de "monopolisation" désignent, scientifiquement parlant, le processus engendré par la concentration et la centralisation du capital et les institutions ou firmes qui occupent les secteurs-clés de l'économie à la suite de ce processus. Celles-ci ne doivent pas être confondues avec les "monopoles" d'Etat ou avec le "monopole" de fait dont bénéficient les premières entreprises d'un secteur économique, protégées par des barrières douanières.

Le capitalisme turc a été, des ses débuts, un capitalisme d'Etat. Ce capitalisme d'Etat ne ressemblait ni à l'intervention de l'Etat à l'époque mercantiliste, ni encore au capitalisme monopoliste d'Etat contemporain. En Turquie, et aussi sous l'Empire Ottoman, le capitalisme d'Etat, les interventions de l'impérialisme et les investissements étrangers n'ont jamais empêché un développement capitaliste et une accumulation du capital dans le cadre d'un mécanisme de "concurrence libre"; au contraire, la politique d'étatisme a même encouragé cela. Dans les conditions propices créées par le secteur étatique et sa politique de protection du secteur privé, l'accumulation du capital s'est accélérée dans les années 50 et a amené une monopolisation au cours des 10-15 dernières an-

nées. Il s'agit, en Turquie, d'un processus de monopolisation semblable à celui de l'Ouest, mais comportant certaines particularités.

En effet, il existe d'importantes différences entre le processus monopoliste et les monopoles en Turquie et dans les pays capitalistes avancés. Le monopolisme dans les pays capitalistes avancés a atteint des dimensions internationales; il est déjà orienté largement vers les investissements internationaux et il domine la scène nationale et internationale; son influence politique est grande. Quant aux monopoles turcs, ils n'ont aucun investissement, aucune influence au plan international; ils collaborent avec le capital étranger et quoi qu'ils fassent ils seront toujours dépendants. Il est impossible pour la Turquie de se développer par la voie capitaliste, d'atteindre des niveaux d'industrialisation élevés et, par conséquent, d'en arriver à posséder des monopoles capables de soutenir la concurrence internationale. Aussi puissant qu'il puisse être, le capital privé turc ne pourra jamais, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale, qu'occuper les vides que le capital et les monopoles internationaux voudront bien lui laisser.

En retard par rapport aux pays capitalistes avancés, la Turquie a encore bien de l'espace à parcourir dans le domaine de la concentration du capital. La concurrence entre les groupes monopolistes turcs n'est pas très violente. La fusion entre capital monopoliste et capital bancaire est loin d'être complète. La drainage de l'épargne et son orientation vers les investissements met face à face grands groupes industriels et banques, mais cette confrontation n'a aucun effet sur la domination persistante des banques sur la petite et moyenne industrie.

Finalement, le grand capital monopoliste n'a pas encore pu rendre dépendantes les autres couches de la bourgeoisie et former une nouvelle alliance de classes. Les frottements et la dégradation du bloc de classes au pouvoir créent un vide au niveau du pouvoir politique.

• Les relations avec la bourgeoisie moyenne se sont détériorées.

Les relations avec la moyenne bourgeoisie, tout comme celles au sein de l'alliance des classes dominantes, se sont détériorées. Les commerçants anatoliens qui achètent et expédient les produits destinés à l'exportation, distribuent et vendent les produits importés, vendent à crédit et prêtent à des taux usuraires, ont réalisé une certaine accumulation du capital entrepris des investissements industriels et commerciaux et commencent à hausser le ton face au grand capital des grandes villes. Par ailleurs, au lieu du commerce intérieur traditionnel la bourgeoisie moyenne anatolienne tend à s'organiser comme distributeurs ou points de vente de grands entreprises nationales ou étrangères. Cette transformation entraînera certainement la soumission à la grande bourgeoisie et la mainmise de celle-ci sur le commerce de détail. En outre, les grandes entreprises industrielles forment aujourd'hui leur propre réseau de distribution et de vente. Il y a actuellement des frottements et des mécontentements à ce sujet. Comme la distribution et la vente au détail ne bénéficient que d'un financement capitaliste insuffisant, les représentants locaux et distributeurs des grandes firmes capitalistes bénéficiaient d'une certaine autonomie qu'ils utilisaient pour obtenir des bénéfices élevés aux dépens du consommateur. Le grand capital voudrait bien ne pas abandonner ces bénéfices à ses agents. La "loi sur le financement des achats à crédit" et les "grands magasins" sont sous-tendus par ce conflit d'intérêts.

Si le prêt à intérêt à court terme et à des taux usuraires existe encore en Anatolie, par contre "l'usurier" existe de moins en moins. Ce qui fait un usurier c'est, plus que les taux d'intérêt au-dessus de la "normale" pratiqués, sa relation au mode de production dominant. Le phénomène de l'usure apparaît et se développe là où le capitalisme n'existe pas, il poursuit son existence là où le capitalisme n'a pas

suffisamment pénétré. Avec le développement du capitalisme, le capital monétaire usurier doit se plier aux exigences du mode de production capitaliste, il s'oriente vers les investissements commerciaux et industriels. Les mécanismes de crédit capitalistes deviennent dominants. La Turquie fait actuellement l'expérience de ce processus.

Voilà, dans ses grandes lignes, le tableau des relations entre les classes dominantes et entre elles et la bourgeoisie moyenne. Les "despotes féodaux" en Turquie ne sont pas en état de faire partie de l'alliance de classes au pouvoir et d'imposer leur marque à la société. Il est tant aussi erroné d'avancer qu'une "oligarchie financière" s'est emparé du pouvoir en en écartant la bourgeoisie, et l'exerce en association avec les "usuriers intermédiaires".

La Turquie, dans son ensemble, est un pays capitaliste; la classe dominante, c'est la bourgeoisie dans son ensemble. Les grands propriétaires terriens capitalistes font partie de la bourgeoisie; les propriétaires terriens qui continuent à représenter les survivances féodales sont associés à ce pouvoir. Le pouvoir de la bourgeoisie est mené par la grande bourgeoisie.

Le Parti Ouvrier de Turquie, en déterminant son attitude et sa politique vis-à-vis de la bourgeoisie, tiendra certainement compte de ces différenciations et contradictions au sein de la bourgeoisie. Il appuiera la bourgeoisie non monopoliste lorsqu'elle s'élèvera contre les monopoles, il appuiera l'imposition de la grande propriété terrienne, la répression des fraudes fiscales et le contrôle du commerce extérieur par l'Etat. Dans la mesure où, afin de préserver sa propre existence, le capital industriel s'élèvera contre l'intégration au sein du Marché Commun et contre les privilèges accordés au capital étranger, le Parti Ouvrier de Turquie ne lui ménagera pas son appui. Il demeure, que le Parti Ouvrier de Turquie évalue la nature et l'ampleur de ces mouvements internes de la bourgeoisie, en tenant compte du fait que le capitalisme turc est totalement intégré à l'impérialisme et

qu'aucune couche de la bourgeoisie ne peut ni ne veut s'en détacher. Tout au long de l'ère républicaine, la bourgeoisie turque a été parfaitement consciente que sa propre existence dépendait de celle du capitalisme mondial et du capitalisme européen en particulier et c'est cette conscience qui lui a dicté sa politique. La participation de la Turquie à l'OECE d'abord, à l'OCDE, à la Banque Mondiale, à l'OTAN ensuite, puis l'association à la CEE sont les fruits des choix politiques émanant de cette conscience.

En outre, la contradiction entre les fractions monopoliste et non monopoliste de la bourgeoisie n'est pas une contradiction antagoniste; or leur contradiction avec la classe ouvrière l'est bien. Le Parti Ouvrier de Turquie ne perdra jamais de vue la nature antagoniste de cette contradiction fondamentale, défendra toujours les droits de la classe ouvrière face à cette coalition d'intérêts, et n'oubliera jamais que son but ultime, c'est le socialisme. La contradiction entre le capital et le travail sera le facteur déterminant de la politique du Parti.

LA CLASSE OUVRIERE ET LES AUTRES CLASSES LABORIEUSES

Le processus entraînant les changements dans la structure sociale se manifeste aussi au sein du pôle opposé à la bourgeoisie, au sein de la classe ouvrière, aussi bien que chez les autres classes laborieuses exploitées et opprimées par le grand capital.

• Notre classe ouvrière a derrière elle plus d'un siècle de luttes

C'est au début du XIX^{ème} siècle qu'a vu le jour en Turquie une classe ouvrière au sens actuel du terme, avec la ruine de l'artisanat et l'établissement des premières usines. Entre 1816 et 1845 plusieurs usi-

nes, destinées surtout à produire des biens militaires, ont été fondées par l'Etat. Après 1845, le capital étranger, ainsi que la capital non-musulman local, fondèrent plusieurs usines; le charbon de la région minière de Zonguldak commença à être exploité. Il a commencé à se former un prolétariat industriel et minier dans les régions d'Istanbul, Bursa, Izmit, Adana, Izmir, Tarsus et, avec la culture extensive du coton après 1820, un prolétariat agricole dans la région d'Adana. Avec les privilèges miniers et ferroviaires accordés à des compagnies européennes, la classe ouvrière s'accrut en nombre et se répondit à travers tout le pays.

Les conditions de travail déplorables et les bas salaires ont entraîné, dès le début, des tentatives de résistance et d'organisation. Nous comprenons, d'après l'article 12 du Règlement de Police de 1845 que, déjà à cette date-là, les ouvriers cessaient collectivement le travail, et que le pouvoir de l'époque considérait cela comme une révolution et désirait empêcher ces mouvements et supprimer les associations d'ouvriers. La première grève connue est la grève des travailleurs des chantiers navals en 1872.

Dans le même temps, nous voyons certains chefs de la classe ouvrière atteindre une certaine conscience politique et participer à des associations clandestines contre le despotisme. Plus tard, certains intellectuels entreprirent de défendre les droits et les intérêts de la classe ouvrière. Plusieurs journaux, livres et publications défendant des idées socialistes virent le jour.

Dès la proclamation de la seconde Constitution en 1908 une vague de grèves s'étendit sur tout le pays de Salonique aux bords de la Mer Egée, de la Méditerranée et de la Mer Noire. Le nouveau gouvernement qui était venu au pouvoir avec le mot d'ordre de "liberté, égalité, justice et fraternité" a réprimé ces grèves de façon très brutale, interdit totalement la grève et supprima le droit syndical.

Après la Première Guerre Mondiale, pendant l'occupation et la Guerre de Libération Nationale, le mou-

vement ouvrier reprit vie et des organisations tant syndicales que politiques virent le jour. Des partis socialistes furent fondés, des publications socialistes virent le jour. Des grèves furent menées contre les compagnies étrangères privilégiées.

Après la proclamation de la République, les organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière furent durement réprimées. A la suite de la "Loi sur le Retour à l'Ordre" de 1925, il ne resta aucune organisation de la classe ouvrière sauf certaines caisses d'entraide autorisées par le gouvernement.

Pendant très longtemps, la classe ouvrière turque fut privée des droits et libertés démocratiques, des droits syndicaux, du droit de grève, de celui de conclusion des conventions collectives. En parler même fut considéré comme un délit. Dans ces conditions, la pensée et les mouvements socialistes furent relégués dans la clandestinité. Après la loi de 1925, la reprise, en 1936, dans le Code Pénal Turc, d'articles venant du Code fasciste italien et destinés à protéger le régime, a servi de couverture légale à la répression. La loi sur le travail de 1936 ne reconnaît aux ouvriers ni les droits syndicaux, ni le droit de grève et laisse les ouvriers à la merci des patrons. Ses articles favorables à l'ouvrier sont restés lettre-morte.

La victoire du front démocratique dans la Seconde Guerre Mondiale, la différenciation interne de la bourgeoisie et l'opposition croissante au régime du parti unique ont obligé le gouvernement à accepter le pluripartisme.

L'opposition prenait sa source, entre autres, parmi la classe ouvrière et les masses laborieuses appauvries pendant la guerre et opprimées par le régime. Les intellectuels et la presse s'élevaient, de leur côté, contre les atteintes à la liberté d'expression. Les propriétaires terriens et surtout la bourgeoisie commerciale constituaient une autre source d'opposition. Ces derniers s'élevaient contre l'Etatisme bureaucratique et demandaient un régime plus libéral.

Il se forma tout d'abord une atmosphère propice à l'expression des deux sortes d'opposition. L'abroga-

tion, en 1946, de l'article 9 de la loi sur les Associations qui interdisait la formation d'associations sur une base de classe, permit la formation de syndicats; et plusieurs partis, socialistes à divers degrés, virent le jour. Mais dès avant la fin de cette même année 1946 le mouvement de syndicalisation fut empêché, deux des partis en question furent poursuivis devant les tribunaux, leurs dirigeants arrêtés. La gauche était encore une fois réprimée et repoussée dans l'illégalité. C'est ainsi que "le pluripartisme démocratique" en Turquie se limita aux partis représentant les intérêts du grand capital et des propriétaires fonciers.

Tout en reprimant les activités et les organisations politiques de la classe ouvrière, les classes dominantes faisaient de leur mieux pour freiner la syndicalisation ou bien la garder sous leur contrôle. Malgré toutes ces conditions défavorables, notre classe ouvrière continua de lutter contre les pressions et les téléguidages de la bourgeoisie et dans cette lutte sa conscience politique se développa.

Le coup d'Etat militaire du 27 Mai 1960 ne fut pas une révolution de palais; il a entraîné des conséquences sociales importantes et a ouvert la voie à une plus grande démocratisation du pays. Le radicalisme petit-bourgeois, s'élevant contre les pratiques du pouvoir dans les années 1950-1960 à un moment où le Parti Démocrate au pouvoir était incapable de résoudre les problèmes qui se posaient à la bourgeoisie, engendra le mouvement du 27 Mai qui amena avec lui la Constitution démocratique, donc favorable aux masses populaires, de 1961. Les problèmes politiques, économiques et sociaux commencèrent à être discutés devant l'opinion publique et on vit la classe ouvrière émerger en tant que force sociale dynamique. Le grand meeting de Savaşane en 1961, la marche sur l'assemblée Nationale des travailleurs du bâtiment, la série de grèves qui eurent lieu après l'adoption de la Constitution, la transformation des réunions syndicales en plateformes de discussion des problèmes politiques,

étaient des signes du développement des capacités de lutte de la classe ouvrière.

Ce développement eut comme conséquence importante la fondation du Parti Ouvrier de Turquie. Quelles qu'aient pu être les raisons immédiates de cette fondation, l'accumulation d'un siècle de luttes en constitue la raison profonde. Le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière pour ce qui est de l'organisation et de la conscience politique est suffisamment démontré par la fondation de ce parti. L'ouverture du Parti, par la suite, aux intellectuels et l'intégration de ceux-ci à l'intérieur du Parti, confirme ce jugement.

Dans les années 1961-1971, parallèlement à l'industrialisation, la classe ouvrière augmente en nombre et s'organise politiquement. Le Parti Ouvrier de Turquie se développa sans cesse, imposa des interprétations de la Constitution de 1961 en faveur du peuple travailleur et du socialisme et mit pour cela en mouvement de larges secteurs de l'opinion publique, souleva pour la première fois les problèmes de l'impérialisme et de l'indépendance nationale et montra que la Turquie ne pourra pas se développer par la voie capitaliste et que le passage au socialisme était inévitable.

En outre, les idées et publications de gauche se répandirent rapidement, la jeunesse estudiantine se politisa et commença à discuter des problèmes intérieurs et extérieurs du pays. Les relations du pays avec l'impérialisme, sa dépendance économique, politique, militaire et financière furent mis en évidence et les mouvements anti-impérialistes prirent de l'ampleur.

Ces développements ne pouvaient qu'inquiéter la bourgeoisie; la "démocratie" commençait à échapper à son contrôle; le jeu politique consistant en une alternance au pouvoir des divers partis de la bourgeoisie se transformait en lutte politique entre classes sociales antagonistes. La bourgeoisie ne pouvait fermer les yeux sur cet état de fait. Les attaques armées contre le Parti Ouvrier de Turquie, les tentatives pour modifier le Code Pénal eurent lieu dès avant 1965, sous le Gouvernement İnönü. Au même moment, une

loi spéciale vint limiter les droits syndicaux et le droit de grève et rendit leur exercice plus difficile.

Après 1965, les mouvements sociaux prirent encore de l'ampleur. Le Parti Ouvrier de Turquie fit son entrée au Parlement et utilisa ce moyen avec succès pour faire entendre sa voix; son organisation s'étendit à tout le pays.

En 1967, des syndicalistes membres du Parti Ouvrier de Turquie firent scission et se séparèrent de la Confédération Türk-İş pour fonder la Confédération des Syndicats Ouvriers Progressistes (DISK). Ils se séparaient ainsi d'une Confédération approuvée et même protégée par la bourgeoisie et qui menait une politique "au-dessus des partis" visant en fait à empêcher une véritable organisation économique de classe.

Les tentatives du patronat pour empêcher le libre exercice du droit de choix syndical provoquèrent des grèves, des occupation d'usines. Les mouvements étudiants dépassèrent les questions strictement universitaires et se politisèrent rapidement. Les mouvements sociaux, les manifestations et boycotts s'étendirent aux artisans et petits commerçants ainsi qu'à divers secteurs de la bureaucratie.

La bourgeoisie était décidée à arrêter ces divers mouvements. Des propositions de lois concernant les élections, le Code Pénal, les Universités, la Radio-Télévision, les réunions publiques, les syndicats furent élaborées afin d'y apporter des limitations anti-démocratiques. On commença, comme toujours, par la classe ouvrière. Le système électoral fut changé en éliminant la méthode de répartition des restes à l'échelle nationale afin d'empêcher le Parti Ouvrier de Turquie d'entrer au Parlement. En outre on voulut modifier la loi sur les syndicats afin de restreindre les libertés syndicales. La réaction des travailleurs fut plus vive que ce à quoi s'attendait la bourgeoisie. Les événements des 15 et 16 Juin 1970 occupent une place importante dans l'histoire de la classe ouvrière turque.

Par ailleurs, le radicalisme petit-bourgeois se développa et commença à jouer un rôle politique impor-

tant. Une partie de la bureaucratie, des militaires et des intellectuels demandaient plus de justice sociale et voulaient des réformes politiques et administratives allant dans ce sens. Les frottements entre ces éléments petits bourgeois et la bourgeoisie devenaient plus graves à mesure que progressait le processus de monopolisation.

Les développements au sein des diverses classes et couches sociales étaient dus à la modification de la structure de classe de la société et les diverses tendances et mouvements de la gauche n'étaient que les reflets de l'évolution de la classe ouvrière. Ces changements sociaux, de même que le renforcement et la conscience politique plus élevée de la classe ouvrière se reflétaient également sur le Parti Ouvrier de Turquie. Dès ses premières années, le Parti avait constamment accentué son caractère de parti de classe, conséquence directe des progrès quantitatifs et qualitatifs de la classe ouvrière. Mais vers 1968, le Parti commença à ne plus pouvoir s'adapter à tous ces développements; bien au contraire, la direction du Parti commença à glisser vers une ligne populiste, vide de tout contenu de classe. Grâce à la lutte menée par les éléments sains du Parti contre les déviations de "la Révolution Nationale Démocratique" à l'extérieur, et le populisme à l'intérieur du Parti, celui-ci retrouva sa ligne de classe à son 4^{ème} Grand Congrès tenu vers la fin de l'année 1970.

Le pouvoir politique du Parti de la Justice n'arrivait plus à maîtriser les divers mouvements sociaux. Les préparatifs du gouvernement en vue d'imposer les biens immeubles et les revenus agricoles, les problèmes de débouchés et de faibles utilisations des capacités de production que commençait à rencontrer l'industrie avaient par ailleurs dressé certains secteurs de la bourgeoisie contre le Parti de la Justice.

La solution fut trouvée dans le memorandum du 12 Mars 1971 et la période des "gouvernements extraordinaires" qui en sont issus.

Cette période a été sans aucun doute profitable à la bourgeoisie. Le Parti Ouvrier de Turquie fut inter-

dit, ses dirigeants condamnés à des peines de prison. Pour lever les droits et libertés démocratiques, le premier coup était encore donné à l'organisation politique de la classe ouvrière. Le droit de grève fut soit supprimé, soit son exercice rendu extrêmement difficile. Malgré cela, la résistance de la classe ouvrière ne put être brisée.

En conclusion, cette période eut comme effet d'accentuer la coupure entre la gauche et la droite; le degré de conscience politique des masses augmenta et celles-ci glissèrent encore plus vers la gauche.

• La tendance social-démocrate

En tête de ces masses plus politisées vient notre classe ouvrière. Le potentiel révolutionnaire accumulé en son sein sortit de cette période renforcé et aguerri par de nouvelles expériences. Quant aux secteurs de la classe ouvrière restés en dehors de ce potentiel, la conscience politique progressa et la nécessité d'abandonner la politique "au-dessus des partis" (qui ne signifiait en fait qu'un soutien indifférencié apporté à l'ensemble des partis de la bourgeoisie) commença à se faire sentir. Cette nouvelle tendance au sein de la "droite" de la classe ouvrière voudrait aussi faire jouer le rôle de parti politique aux syndicats. C'est là une tendance social-démocrate et les syndicats, au cas où ils se transformeraient en partis politiques, ne pourraient jamais aller au-delà d'une ligne social-démocrate. Vouloir faire jouer aux syndicats le rôle de partis politiques implique que le mouvement ouvrier a son centre de gravité dans le mouvement syndical. Cela présente le danger d'emprisonner le parti dans le cadre de problèmes strictement ouvriers et de le transformer en un appendice des syndicats. Or, le Parti de la classe ouvrière doit sortir celle-ci des solutions strictement corporatistes, aiguïser sa conscience politique et la préparer à prendre le pouvoir.

On peut définir les éléments objectifs et subjek-

tifs qui provoquent l'apparition de tendances social-démocrates au sein de la classe ouvrière, de la façon suivante: d'une part, la classe ouvrière ne prend conscience de sa contradiction avec le capitalisme et ne se débarrasse de ses valeurs sociales qu'avec le temps; ceci peut prendre longtemps, peut-être plusieurs générations. De plus, ce procès ne couvre jamais la totalité de la classe ouvrière. Les conditions actuelles en Turquie et dans le monde tendent à activer ce processus mais il lui faudra quand même un certain temps.

Les éléments petits-bourgeois appauvris qui rejoignent la classe ouvrière apportent avec eux des éléments idéologiques portant la marque de leur origine de classe. La relative jeunesse du processus d'industrialisation et d'urbanisation en Turquie fait que la plupart des ouvriers portent la trace de leur origine paysanne. Ceci est un facteur qui retarde la prise de conscience politique des ouvriers et qui renforce l'influence de la bourgeoisie.

Par ailleurs, la bourgeoisie choisit certains éléments au sein de la classe ouvrière et leur accorde des satisfactions soit matérielles (salaires plus élevés, garanties d'emploi) soit morales (titres de contremaîtres, sous-chefs), créant ainsi une catégorie privilégiée au sein de la classe ouvrière. A cela vient s'ajouter les différences entre les salaires ouvriers dans les grandes entreprises équipées de façon moderne et les petites et moyennes entreprises. A ces causes de différenciation il faut aussi ajouter l'existence des dirigeants syndicaux. Une bonne partie de ceux-ci constituent une couche privilégiée, au niveau de vie élevé et isolée de l'ensemble de la classe ouvrière. La bureaucratie syndicale influe négativement pas seulement sur le mouvement syndical, mais aussi sur le mouvement politique de la classe ouvrière. C'est ainsi que bien des dirigeants syndicaux, au lieu d'être les éléments les plus conscients, courageux et militants de la classe ouvrière, sont souvent en retard par rapport à la masse qu'ils sont censés représenter. Très fréquemment, la lutte de la classe ouv-

rière contre la bourgeoisie se manifeste non comme une lutte contre les patrons mais contre les syndicats jaunes et contre la bureaucratie syndicale.

Il faut ajouter à tout cela les efforts et pressions conscients et continus de la bourgeoisie pour garder la classe ouvrière sous sa domination idéologique.

Les masses apprennent le mieux par leur propre expérience. Les conditions propres à notre pays ne favorisent pas, à long terme, la domination de l'idéologie social-démocrate au sein de la classe ouvrière. L'économie turque n'a pas la force de perdre du temps à essayer pendant longtemps l'alternative social-démocrate. Les masses sont impatientes; elles demandent d'urgence une plus large démocratie et une distribution plus juste du revenu national. Le développement objectif du capitalisme turc rend ses contradictions internes plus aiguës et augmente le mécontentement et la résistance des masses. Une organisation solide et une prise de conscience correcte complètera ces développements objectif sur un plan subjectif. Voilà la tâche du parti de la classe ouvrière.

• Les ouvriers agricoles

Les ouvriers agricoles constituent la partie rurale de la classe ouvrière. Ceux qui travaillent en permanence dans les fermes d'Etat ou dans les grandes propriétés capitalistes ainsi que les paysans sans terre n'étant pas fermiers au métayers mais se déplaçant selon les besoins en main-d'œuvre, constituent la catégorie la plus proche de la classe ouvrière urbaine.

La majorité des ouvriers agricoles est constituée de paysans vivant dans leur village et travaillant contre un salaire sur les terres des autres dans leur village ou les villages environnants, ou travaillant de façon saisonnière dans les exploitations forestières ou encore migrant avec leur famille ou même avec l'ensemble d'un village en été vers d'autres régions

pour y travailler dans l'agriculture. Dans la majorité des cas, ces ouvriers vivent en hiver sur l'argent gagné en été.

Les différences suivantes existent entre la majorité des ouvriers agricoles et les ouvriers des villes: les ouvriers agricoles

- a) ne travaillent pas dans la même entreprise de façon permanente, ce sont en majorité des travailleurs saisonniers; comme ils ne travaillent pas, comme les ouvriers des usines dans les villes, au sein d'un processus global de division du travail, ils manifestent un degré de solidarité et de socialisation moindre;
- b) peuvent posséder de petites parcelles de terre, bien que leur revenu principal soit de nature salariale;
- c) vivent dans les villages et adoptent tant le mode de vie que les jugements de valeur des villageois;
- d) en liaison avec ce dernier point, la demande de travail émanant d'exploitations agricoles capitalistes rencontre une offre de travail se manifestant par l'entremise "d'ambassadeurs". Ce type de d'offre de travail et de contrats de travail se rencontrent surtout à l'Est et au Sud-Est du pays. "L'ambassadeur" discute seul avec le chef d'exploitation agricole, fixe les salaires et les conditions de travail et en tire souvent un profit personnel. Il n'y a aucun doute qu'à mesure que le capitalisme progressera, ce type d'offre de travail cèdera la place à un face-à-face patron-ouvrier plus approprié au système capitaliste. Il existe d'ores et déjà un mouvement pour remplacer "l'ambassadeur" par le syndicat.

Les ouvriers agricoles constituent la couche la moins bien organisée de la classe ouvrière. Le mouvement syndical y existe et se développe déjà mais la non-promulgation de la loi sur le travail agricole rend la tâche d'organisation encore plus difficile.

Considérant ces faits, le Parti Ouvrier de Turquie accorde une importance toute particulière à l'organisation et à la prise de conscience politique des ouvriers agricoles.

• Les paysans pauvres sont les alliés naturels de la classe ouvrière

En dehors de la partie de la paysannerie en voie de prolétarianisation considérée plus haut sous le titre des ouvriers agricoles, il y a aussi les paysans pauvres. Ce sont des paysans qui, soit possèdent un petit lopin de terre soit travaillent comme métayers ou fermiers sur la terre des autres, ou encore, ne possédant pas de capital suffisant pour exploiter leur propre terre, la cèdent à un fermier ou à un métayer et qui, d'une manière ou d'une autre, mènent un niveau de vie très bas, proche du minimum vital. Ils effectuent aussi des travaux occasionnels lorsqu'ils trouvent à s'employer mais tirent tout de même la majeure partie de leur revenu de la terre.

Constituant une partie considérable de la population active, cette catégorie est en train de s'amenuiser constamment. Par ailleurs, les petites et moyennes exploitations agricoles continuent à se morceler en parcelles microscopiques par suite de la pression qu'exerce l'augmentation de la population.

Tant que le capitalisme continuera d'exister il n'y aura pour eux que deux solutions: se transformer soit en ouvriers sans qualification soit en chômeurs. C'est pourquoi les paysans pauvres constituent les alliés naturels de la classe ouvrière.

• Les autres classes laborieuses se débattent dans des difficultés économiques de plus en plus grandes

Les classes laborieuses, bien que ne se trouvant pas, comme la classe ouvrière, directement au cœur des relations de production, sont néanmoins soumises

à une exploitation indirecte à travers le marché capitaliste. La concentration et l'intensification continues du capital constituent pour elles une menace permanente d'élimination.

Une partie importante des artisans est déjà au sein d'un processus d'élimination depuis une quinzaine d'années. Tout en éliminant ces travailleurs et en les prolétarisant, le capitalisme crée par ailleurs de nouvelles couches moyennes. Les petites entreprises industrielles perdent leur autonomie et se transforment en sous-traitants des grandes entreprises capitalistes.

Le même processus existe aussi dans le secteur commercial. De grandes sociétés de commercialisation se créent et organisent tout un réseau de représentants et de points de vente à travers tout le pays. L'ère des supermarchés et des grands magasins à succursales multiples est déjà commencée. Les petits commerçants et les travailleurs indépendants sont incapables de soutenir la concurrence de ceux-ci. Les monopoles pénètrent jusqu'au stade de la vente au détail.

La concentration et l'intensification se manifestent aussi dans l'agriculture. Les terres se concentrent entre un petit nombre de mains; les petits et moyens producteurs sont expropriés. On observe une forte prolétarianisation dans l'agriculture.

Si les couches petites bourgeoises arrivent à survivre, c'est dans des conditions très dures et avec des difficultés concernant les matières premières, l'insuffisance de l'accès au crédit bancaire et la distribution et la vente de produits.

Le pouvoir bourgeois prend certaines mesures visant avant tout à empêcher ces couches sociales de glisser politiquement vers la gauche. Cette politique a aussi l'appui des forces impérialistes. Les "crédits contrôlés" accordés aux artisans, petits industriels et petits et moyens producteurs agricoles sont l'expression concrète de cet appui. L'AID participe à ces crédits. Dans ce genre de crédits, la petite entreprise qui le reçoit, bénéficie aussi d'une "assistance" concernant l'utilisation de ce crédit, l'organisation

de l'entreprise et l'augmentation de sa productivité. La création de "petites zones industrielles" afin que les petites entreprises industrielles puissent être propriétaires de leur lieu de travail, fait partie de la même politique d'ensemble.

Ces mesures que prend la bourgeoisie sont loin d'être suffisantes pour contenter ces catégories de la population. Exposées à l'oppression et à l'exploitation de la grande bourgeoisie et des monopoles et confrontées aux difficultés mentionnées plus haut, elles s'opposent et résistent au grand capital. Ces catégories s'élèvent contre le pouvoir et les privilèges des monopoles.

Par ailleurs, ces catégories ont aussi peur d'être totalement expropriées et de se retrouver comme simples ouvriers; c'est pourquoi elles tiennent fort à leur niveau de vie, au peu qui leur reste. Les partis conservateurs et d'extrême-droite y puisent une grande partie de leurs voix aux élections.

Le développement du capitalisme provoque un processus de différenciation au sein de ces classes laborieuses et petites-bourgeoises. Une partie augmente en nombre à la suite du développement capitaliste et de la croissance démographique et arrive plus ou moins à maintenir sa situation économique; une autre partie s'appauvrit, se prolétarianise ou se transforme en chômeurs.

Par leur attitude contradictoire face au grand capital et à la classe ouvrière et l'incertitude qui pèse sur leur avenir, ces couches peuvent constituer la base de dictatures fascistes avançant des mots d'ordre de socialisme et de justice sociale. Empêcher une telle éventualité est une des tâches de la classe ouvrière et de son parti politique.

Les intellectuels petits-bourgeois se trouvent, eux aussi, dans une contradiction semblable face à la bourgeoisie et à la classe ouvrière. Cette couche sociale subit l'oppression des monopoles et de l'impérialisme et est dépourvue des droits professionnels et syndicaux et de la plupart des droits démocratiques qui en dépendent.

Dans les pays sous-développés qui ont récemment conquis leur indépendance, l'absence ou la faiblesse de la bourgeoisie locale a fait que les intellectuels petits bourgeois au sein de l'administration et de l'armée, ont et ont eu une influence sociale que leurs homologues à l'ouest n'ont jamais eu. En Turquie aussi, les intellectuels petits bourgeois ont occupé des postes de responsabilité au sein de l'administration et de l'armée et ont été très actifs dans le pays, surtout depuis la dernière période de l'Empire Ottoman et ont joué un rôle important dans l'accomplissement de la révolution démocratique bourgeoise.

Sur le problème des intellectuels petits-bourgeois les points suivants doivent ne pas être perdus de vue:

- 1) Cette couche comprend aussi bien des bureaucrates et technocrates de niveau élevé, des dirigeants des monopoles qui sont en coopération constante avec la bourgeoisie et qui sont prêts à s'intégrer à elle, que des fonctionnaires et enseignants, les techniciens que la monopolisation sépare de plus en plus du capital et qui, dans leur grande majorité, ont des niveaux de vie semblables, et parfois même au-dessous de ceux des masses laborieuses;
- 2) Les organisations telles que OYAK (Caisse d'Entraide de l'Armée) et MEYAK (Caisse d'Entraide des Fonctionnaires) visent à intégrer la totalité de ces couches au régime économique;
- 3) Malgré ces tentatives, partiellement couronnées de succès, au moins une partie des cadres administratifs et de l'armée est en contradiction avec la bourgeoisie. Une partie de ces couches petites-bourgeoises adopte des attitudes plus conciliantes tandis qu'une autre partie se radicalise et adopte plus volontiers des attitudes réformistes et anti-impérialistes.

Parmi celles qui expriment leurs revendications conscientes il y a, dans notre pays, beaucoup d'éléments progressistes. Ceux-ci aspirent à la justice so-

cial, à la démocratie et sont proches du socialisme petit-bourgeois. Ils souhaitent l'indépendance nationale. Une partie importante des intellectuels de gauche est issue de cette couche. En outre, les chambres de métier et les organisations démocratiques des intellectuels occupent une place importante parmi les forces démocratiques du pays.

Etant données leurs caractéristiques, il est d'une importance capitale de propager le programme du Parti et ses fondements au sein des couches petites-bourgeoises intellectuelles et d'assurer leur appui et leur participation au mouvement politique de la classe ouvrière.

La jeunesse estudiantine, quant à elle, fait partie de la même strata sociale mais possède une situation différente. Cette jeunesse, comme partout ailleurs dans le monde, est très active et très politisée. Le mouvement progressiste de la jeunesse a un caractère démocratique et anti-impérialiste très marqué.

On ne peut exiger de cette jeunesse, comme le fait la bourgeoisie, qu'elle s'occupe exclusivement de ses cours et de ses études. Qu'elle s'intéresse aux problèmes du pays et du monde est tout à fait naturel. La résolution des problèmes de la jeunesse dépend en dernière instance de la résolution de ceux des masses laborieuses. Il n'en reste pas moins que la première tâche des organisations estudiantines, en tant qu'organisations démocratiques de masse, est de se pencher sur les problèmes de leur propre base. C'est à cette condition seule qu'elles peuvent jouer leur rôle d'organisation démocratique progressiste de masse. Il est tout à fait erroné, comme le montre l'exemple de notre histoire récente, que le mouvement estudiantin se charge de missions qui ne sont pas les siennes, qu'il se considère comme une "force révolutionnaire" indépendante, une force "d'avant-garde" en plus. Cette erreur a eu, dans le passé, comme conséquence de briser la cohésion des forces progressistes et démocratiques. Le mouvement estudiantin progressiste doit prendre la place qui lui revient aux côtés de la clas-

se ouvrière dans sa lutte pour l'indépendance, la démocratie et le socialisme.

Le Parti Ouvrier de Turquie tiendra compte, dans la politique qu'il suivra, tant de la situation d'ensemble contradictoire de la petite-bourgeoisie laborieuse, que des différenciations au sein de cette couche. Les revendications de ces secteurs de la population dans le cadre du système capitaliste seront prises en compte et le Parti apportera et appuiera des mesures visant à améliorer leurs conditions de vie et de travail. Juger de la situation de ces couches du point de vue des nécessités du développement capitaliste et s'opposer de ce point de vue à ce qu'elles n'augmentent pas leur part dans le revenu national, ne fait certainement pas partie de la politique du Parti de la classe ouvrière. Mais le Parti ne se contentera pas de cela. Tout en appuyant leurs revendications à l'encontre du grand capital et des monopoles, leur avenir économique et professionnel face au développement économique et technique du capitalisme leur sera expliqué. Que cet avenir, ainsi que celui de leurs enfants, en tant qu'hommes et citoyens, dépende de leur participation au mouvement politique de la classe ouvrière et que seul le socialisme pourra leur assurer un niveau économique et culturel plus élevé devra leur être expliqué. Ce n'est qu'ainsi que le soutien de ces masses à la lutte de la classe ouvrière pour la démocratie, l'indépendance et le socialisme pourra être obtenu.

PROGRAMME

NOTRE TACHE FONDAMENTALE

Le Parti Ouvrier de Turquie, parti de la classe ouvrière, mène, face aux diverses classes et couches sociales composant la société une politique basée sur les données objectives de la science. Le socialisme, stade inévitable de l'évolution sociale, constitue l'objectif que vise l'ensemble de sa lutte en tant qu'organisation.

Le Parti Ouvrier de Turquie est le parti de la force sociale qui accomplira le passage au socialisme et le consolidera, c'est-à-dire la classe ouvrière, mais il ne poursuit ni d'étroits intérêts de classe ni ne limite son public à la seule classe ouvrière. Sa tâche est de hausser la classe ouvrière au dessus de ses intérêts immédiats afin qu'elle puisse juger des développements et problèmes nationaux et internationaux et orienter son action en fonction de ceux-ci. Ce n'est qu'alors que la classe ouvrière pourra accomplir sa tâche historique et pourra, en libérant toutes les couches de la société de toute exploitation et de toute oppression, mener la société à son stade d'évolution supérieur, le socialisme.

Les sociétés humaines se développent selon des lois objectives indépendantes de la volonté humaine; mais ces lois trouvent leur expression concrète dans les actions, les comportements concrets des hommes. La prise de conscience de ces lois par des hommes, et surtout par des groupements d'hommes bien spécifiques, et le fait pour ces groupements d'orienter leur action en fonction de cette conscience constitue une intervention dans le processus social spontané visant à en accélérer la marche. La tâche du Parti Ouvrier de Turquie est de réaliser cette prise de conscience et cette action collective consciente.

La classe ouvrière ne peut accomplir seule sa tâche historique consistant à établir un nouvel ordre social. Tout en promouvant un niveau de conscience politique et d'organisation plus élevé ainsi que des actions unitaires au sein de la classe ouvrière, le Parti Ouvrier de Turquie s'efforcera de propager son programme ainsi que la vision du monde qui est à la base de celui-ci au sein des autres couches de la population et particulièrement des masses laborieuses; il s'efforcera aussi de réaliser l'alliance de la classe ouvrière avec toutes les masses paysannes et urbaines que le capitalisme écrase et opprime de plus en plus.

En bref, le Parti Ouvrier de Turquie, en luttant pour la démocratie et l'indépendance et aussi en dirigeant les luttes quotidiennes de la classe ouvrière, ne perdra pas de vue que son but final, c'est le socialisme et que toutes ses luttes sont orientées vers la réalisation de cet objectif. Mener la lutte pour la démocratie, l'indépendance et un niveau de vie décent pour les masses comme s'il s'agissait d'objectifs indépendants qui peuvent être atteints par priorité est une chose, la mener selon les principes exposés plus haut en est une autre. C'est d'ailleurs cela qui distingue, sur le problème de l'indépendance et de la démocratie, le Parti Ouvrier de Turquie des autres mouvements démocratiques ou de gauche.

LE PARTI CONCRETISE SA LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME ET POUR LA DEMOCRATISATION DU PAYS DANS LES FORMES SUIVANTES

Le problème politique le plus pressant de la Turquie, c'est la démocratisation politique. La Turquie est, pour l'essentiel, un pays capitaliste, mais un pays capitaliste arriéré. Ce capitalisme, cette infrastructure arriérée ne pouvait soutenir une démocratie politique aussi avancée que dans les pays capitalistes avancés. En outre les mouvements fascistes et fascisants de l'Occident et la tendance des bourgeoisies de ces pays à violer les règles démocratiques ont influencé aussi la bourgeoisie turque et ses conceptions de la démocratie. De plus, cette bourgeoisie et son pouvoir politique ont senti dès le début le danger de glissements vers la gauche et, pour leur propre sécurité, ont toujours adopté des attitudes très dures.

La démocratisation en Turquie est particulièrement urgente dans le domaine politique. Aucun retard ne saurait être apporté à un plus large exercice des libertés de parole, de pensée, d'organisation et de la presse. La stade de développement où en est arrivée notre société l'exige absolument.

Cependant, et dans le long terme, la démocratisation ne doit pas être seulement politique mais doit se refléter sur l'ensemble de la structure sociale du pays. La démocratie doit fonctionner dans tous les secteurs de la structure et de la vie sociale. Il ne suffit pas d'avoir recours au suffrage universel de façon périodique. Les masses doivent pouvoir faire entendre leur voix et prendre des décisions sur les problèmes économiques, politiques et sociaux quotidiens.

Le développement des droits et libertés démocratiques et leur concrétisation dans la vie quotidienne, la participation de plus en plus grande du peuple à la direction des affaires du pays pourra freiner l'exploitation de l'imperialisme et des classes dominantes et ouvrir la voie au socialisme.

L'impérialisme est violemment opposé à la démocratisation des pays qu'il domine. Les luttes pour la démocratie et l'indépendance se développent de concert et de façon complémentaire et donnent lieu à un renforcement des positions de la classe ouvrière et des autres classes laborieuses. L'impérialisme se retrouve aux côtés des forces réactionnaires intérieures et tente d'intervenir directement ou indirectement pour étouffer les mouvements démocratiques et en faveur de l'indépendance nationale. C'est ainsi que la démocratisation, l'indépendance, sont étroitement liés à la question du socialisme.

Le Parti Ouvrier de Turquie, dans l'optique du socialisme concrétise sa lutte pour la démocratisation du pays et pour faire reculer l'impérialisme de la façon suivante:

Pour que la Turquie se libère de toute oppression et exploitation impérialiste et mène une politique étrangère anti-impérialiste active, le Parti Ouvrier de Turquie propose:

- La Turquie doit résilier tous les accords économiques, politiques et militaires internationaux visant à protéger les intérêts et la domination de l'impérialisme et au sein desquels les pays impérialistes pèsent de tout leur poids, et en particulier les accords bilatéraux avec les Etats-Unis d'Amérique; les bases militaires étrangères dans notre pays doivent être supprimées; la Turquie doit quitter l'OTAN, le CENTO et le Marché Commun.

- Afin d'assurer la sécurité de la Turquie et contribuer à la paix dans la région, et partant du fait que les peuples que l'impérialisme s'applique à dresser l'un contre l'autre ont en fait des intérêts communs, des traités de non-agression doivent être signés avec tous les pays voisins afin de régler tous les problèmes en suspens d'une façon pacifique en se basant sur l'existence d'intérêts communs.

- Notre défense nationale doit être réorganisée sur les bases de la seule "défense territoriale".

- La Turquie doit appuyer toute tentative honorable visant à renforcer la paix dans la région et dans le monde, à diminuer les tensions internationales et à éviter une guerre thermonucléaire.

- La Turquie doit établir de bonnes relations avec les pays anti-impérialistes du Tiers-Monde, établir avec eux des politiques communes anti-impérialistes et soutenir leur résistance à l'impérialisme ainsi que les luttes de libération nationale.

- Tous les crédits et "aides" accordant des privilèges économiques ou politiques aux pays donateurs doivent être refusés; seuls doivent être acceptés les crédits bilatéraux dont les accords ne stipuleront que le montant de la dette, les intérêts et les délais de paiement.

- Tous les investissements étrangers qui mettent l'industrie nationale sous la dépendance des monopoles impérialistes doivent être nationalisés et les lois sur le pétrole et sur le capital étranger abrogées.

- Des accords économiques et commerciaux doivent être conclus avec divers pays, un à un ou en groupe, sur une base égalitaire et d'intérêts communs.

Pour protéger et développer les droits et libertés démocratiques et pour l'élimination de tous les obstacles anti-démocratiques, le Parti Ouvrier de Turquie propose:

- La Constitution de 1961 modifiée en 1971 doit être amendée afin qu'elle retrouve un contenu démocratique.

- Afin que les libertés de pensée, d'expression, de presse, de réunion, d'organisation puissent être exercées pleinement, tous les textes législatifs, dont certains ont été rendus encore plus anti-démocratique après 1971, doivent être revus et expurgés de tous leurs articles de nature anti-démocratique; dans le même esprit, les articles 141 et 142 du Code

Penal doivent être abrogés, la peine de mort abolie et les Cours de Sûreté de l'Etat supprimées.

- Les textes restreignant l'exercice du droit syndical doivent être abrogés, le droit à la grève générale et à la grève de solidarité reconnu; incompatible avec les droits et libertés démocratiques, le lock-out doit être supprimé.

- Tous les travailleurs, les fonctionnaires y compris, doivent bénéficier des droits syndicaux et du droit de grève.

- Les administrations d'Etat et les organismes publics doivent être réorganisés pour leur assurer un fonctionnement correct et rapide et afin que les administrateurs, à tous les échelons, observent vis-à-vis du public les règles d'équité et de respect; en bref, ces organismes et administrations doivent acquérir une structure démocratique.

Pour mettre fin aux pratiques de répression et de violence contre les personnes et les masses, ainsi qu'aux politiques racistes et chauvines, le Parti Ouvrier de Turquie propose:

- Les mauvais traitements ou tortures pratiqués sous prétexte de recherche des coupables doivent cesser; le droit à la défense doit pouvoir être pleinement exercé à tous les stades de l'enquête judiciaire.

- L'article 10 de la Constitution qui prévoit que tous les obstacles économiques, politiques et sociaux au développement matériel et moral de la personne humaine doivent être levés, doit être appliqué rigoureusement.

- Aucune différenciation ne doit être faite entre les citoyens selon leur situation sociale; on ne doit faire subir aucune pression, matérielle ou morale, à quiconque à cause de sa langue, sa religion ou ses convictions personnelles et les articles de la Constitution allant dans ce sens doivent être intégralement appliqués et vécus.

- Les politiques, pratiques et mouvements racistes et chauvins doivent cesser.

Pour mettre fin à l'exploitation et à la domination du grand capital monopoliste et collaborateur et de grands propriétaires terriens et démocratiser la vie économique et sociale, le Parti Ouvrier de Turquie propose:

- Le commerce extérieur, les banques et les compagnies d'assurance doivent être nationalisées.

- Les investissements étrangers dans les secteurs énergétiques fondamentaux tels que le pétrole, le charbon, l'hydraulique et les autres richesses du sous-sol doivent cesser; il doit en aller de même pour les investissements privés dans les mêmes secteurs et les ressources énergétiques et minières doivent être exploitées par l'Etat.

- Afin de diminuer et éventuellement de supprimer le pouvoir économique du grand capital monopoliste dominant le marché national des nationalisations appropriées doivent être effectuées et, sur cette base, une planification efficace doit être instituée.

- Une réforme agraire doit être nécessairement effectuée à l'échelle nationale et doit viser surtout les paysans sans terre et les paysans pauvres.

- Les travailleurs des entreprises du secteur privé et du secteur public, ainsi que les membres et travailleurs des autres établissements et organisations doivent pouvoir effectivement participer à la direction et au contrôle de leur lieu de travail.

Pour élever le niveau économique, social et culturel de la classe ouvrière et des masses laborieuses, le Parti Ouvrier de Turquie propose:

- Face à la montée du coût de la vie et à l'inflation, des mesures appropriées doivent être prises pour assurer les salaires contre la chute du pouvoir d'achat.

- La loi sur l'assurance-chômage doit être promulguée au plus vite et inclure les travailleurs agricoles dans son aire d'application; des investissements publics doivent créer de nouvelles possibilités d'emploi.

- La "Loi sur le Travail Agricole" apportant une réglementation démocratique du travail dans l'agriculture doit être promulguée par priorité.

- Des mesures visant à assurer la sécurité dans le travail et à empêcher les accidents du travail doivent être prises et les patrons doivent être responsables de leur application.

- Les méthodes d'imposition mettant tout le poids de l'impôt sur le dos des salariés doivent être modifiées, le poids de l'impôt que supportent les ouvriers, les fonctionnaires, les artisans et petit commerçants diminué; le salaire minimum doit être fixé à un niveau qui permette véritablement à une famille de vivre; de même le niveau d'exemption de l'impôt sur le revenu doit être égal à ce salaire minimum.

- Les artisans et petits commerçants, les petites entreprises industrielles doivent être encouragées à utiliser des équipements modernes, la formation de coopératives doit y être encouragée par l'octroi de crédits.

- La médecine doit être socialisée à travers tout le pays, l'industrie pharmaceutique nationalisée et l'enseignement médical et paramédical réorganisé afin de pouvoir fournir au pays, après une durée d'études raccourcie et concentrée, un nombre suffisant de médecins et d'aides médicaux; la Sécurité Sociale doit être réorganisée afin de pouvoir couvrir tous les travailleurs, y compris les travailleurs agricoles.

- L'Education Nationale, les activités artistiques et culturelles doivent être réorganisées dans le cadre de nouveaux plans et programmes pour que le peuple en entier puisse en bénéficier; les programmes d'éducation doivent être envisagés en tenant compte des

problèmes économiques et sociaux du pays et chaque personne doit pouvoir y trouver les moyens de son épanouissement; les moyens de communication de masse, la télévision et la radio en particulier doivent œuvrer dans ce sens.

- Le processus d'urbanisation doit être maîtrisé et l'influence des monopoles étrangers ou locaux réduite afin de promouvoir une urbanisation moderne et rationnelle avec des moyens de transports urbains efficaces et où toutes les familles pourront disposer d'un logement; les terrains urbains et côtiers doivent être nationalisés; les ensembles de logements doivent être réalisés par les pouvoirs publics au profit des masses laborieuses.

- Toutes les lois et dispositions anti-démocratiques touchant aux femmes doivent être levées pour améliorer les conditions de vie et de travail de celles-ci; un régime efficace d'assurance-maternité doit être établi; le principe "à travail égal, salaire égal" doit être appliqué rigoureusement; l'âge de la retraite pour les femmes doit être révisé pour tenir compte de l'usure plus grande que leur inflige le travail en régime capitaliste; enfin, les femmes doivent prendre la place qui leur revient dans l'ensemble des affaires publiques et jouer un rôle actif dans l'évolution sociale.

- La jeunesse doit pouvoir prendre une plus grande place dans la vie économique et politique du pays; les apprentis et les jeunes qui travaillent doivent pouvoir compléter leur éducation; le système éducatif doit être réorganisé pour assurer une véritable démocratisation et une égalité des chances à tous les jeunes et, en particulier pour que l'éducation devienne pour eux une garantie d'avenir qui leur ouvre des possibilités d'emploi et d'épanouissement.

Le Parti Ouvrier de Turquie utilisera tous les moyens démocratiques et luttera de toutes ses forces pour réaliser ces objectifs concrets, pour déve-

lopper les droits et libertés démocratiques et faire reculer l'impérialisme.

Le Parti Ouvrier de Turquie s'assurera, pour l'accomplissement de ces objectifs, la solidarité de toutes les forces démocratiques et anti-impérialistes.

Le Parti Ouvrier de Turquie considère la lutte pour l'indépendance et la démocratie du point de vue des objectifs du mouvement de la classe ouvrière.

LE SOCIALISME ENTRERA DANS LES FAITS

LA VOIE MENANT AU SOCIALISME SERA OUVERTE

Un programme et une unité d'action tels qu'ils sont définis dans la section précédente, et au sein de laquelle la lutte pour le socialisme de la classe ouvrière et de ses alliés garde sa propre spécificité, chaque pas jeté, chaque victoire obtenue dans cette direction augmentera le poids des forces démocratiques et reculer le fascisme et l'impérialisme:

- Le niveau de conscience politique des masses s'élèvera et celles-ci se rapprocheront de la ligne politique de la classe ouvrière.

- Les rapports de force sociaux se modifieront en faveur des masses; de profondes transformations dans la structure sociale seront ainsi préparées. Les voies menant au socialisme seront ouvertes.

La classe ouvrière, renforçant progressivement l'éventail de ses alliances de classe et s'appuyant sur une large assise sociale, prendra le pouvoir et, libérant, en même temps qu'elle même, tous les travailleurs manuels et intellectuels et les masses populaires, de toute oppression et de toute exploitation

établira le socialisme qui fera de la Turquie un pays libre, pleinement indépendant et la placera parmi les nations les plus développées.

AU COURS DU PROCESSUS MENANT AU SOCIALISM

- Les grands moyens de production seront nationalisés, l'Etatisme et le Secteur Etatique recevront un contenu socialiste

Lorsque le Parti Ouvrier de Turquie arrivera au pouvoir, le commerce extérieur, les banques et les compagnies d'assurance, de même que tous les autres moyens de production et d'échange qui occupent des positions-clés, seront nationalisés en respectant l'ordre qu'exige le progrès technologique, économique et social. Les ressources minières et les forêts seront propriété d'Etat et seront exploitées par l'Etat.

Le développement économique et technique exige une production et des échanges à une échelle croissante. La propriété privée de ces grands moyens de production met l'économie sous la domination d'une petite minorité-la classe capitaliste. Il devient alors évident que la propriété privée capitaliste va à l'encontre de "l'intérêt public". Le moyen d'y remédier, c'est la nationalisation, la transformation de cette propriété en propriété publique, propriété de la société toute entière. Ceci prend alors, juridiquement, la forme de propriété d'Etat.

Les nationalisations et la propriété étatique dans le domaine économique ne constitueront pas un capitalisme d'Etat mais se chargeront des tâches des premiers pas vers le socialisme. Ceci n'a rien de commun avec l'étatisme tel qu'il est conçu dans les pays capitalistes avancés ou utilisé dans les pays sous-développés pour promouvoir un développement dans la voie capitaliste. Or, la confusion entre l'étatisme, la nationalisation, la propriété étatique et les pratiques

du capitalisme dans ces domaines, et le socialisme est souvent sciemment entretenue.

Dans les pays capitalistes avancés, les entreprises (et parfois même des secteurs d'industrie entiers) déficitaires mais nécessaires à l'existence du système capitaliste, sont nationalisées. En outre, les grands investissements dépassant les capacités du grand capital ou que celui-ci considère comme non profitables, sont entrepris par l'Etat. Ce type d'étatisme n'a rien à voir avec le socialisme ou le passage au socialisme. Autrement dit ce n'est pas dans cette voie que l'on avancera pas à pas vers le socialisme. Au contraire, ces sortes d'interventions de l'Etat, protègent le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie et sert à assurer la perennité du système capitaliste.

Dans les pays sous-développés la politique interventionniste de l'Etat, qui soutient la bourgeoisie et oriente la société vers une voie de développement capitaliste et qui s'efforce de créer un secteur étatique n'ont rien à voir avec le socialisme. Il s'agit là d'un capitalisme d'Etat.

Le critère qui permet de faire la distinction entre ce capitalisme d'Etat et les nationalisations à contenu socialiste, est celui de savoir sous le contrôle et au service de quelle classe ou d'alliance de classes sociales se trouve ce secteur étatique et quel type de relations de production il sert. Un secteur nationalisé dominé et contrôlé par la bourgeoisie doit être qualifié de capitalisme d'Etat. Il sert à maintenir le système capitaliste et à le renforcer. S'il s'agit d'un interventionnisme étatique contrôlé et dirigé par la classe ouvrière et ses alliés et visant le passage au socialisme, c'est là une pratique courante de la construction du socialisme.

La création et l'élargissement du secteur étatique sera complété par une gestion démocratique des entreprises s'y trouvant, ainsi que par l'application du principe de distribution "à chacun selon son travail".

Ces entreprises étatiques seront doublement responsables, devant les instances supérieures telles qu'elles seront déterminées par la loi d'abord, et devant les travailleurs et le personnel formant ses or-

ganes de gestion, ensuite. Ce seront là ses deux sources de pouvoir, aussi. Celles-ci ne sont pas, en fait, fondamentalement différentes. Le pouvoir politique sera celui de la classe ouvrière et de ses alliés et ce sera un pouvoir se développant démocratiquement. Par conséquent, il ne saurait être en contradiction avec les organes de direction issus de la masse des travailleurs des entreprises nationalisées. Cette double origine des pouvoirs et des responsabilités assurera de façon plus efficace la participation des travailleurs à l'exécution et au contrôle.

L'ordre social que nous proposons ne sera pas une organisation de fédérations dont les unités de base sont les entreprises et cooperatives individuelles et à partir des conseils desquelles ces fédérations sont formées, une sorte d'"autogestion" en somme. Pour opérer les transformations nécessaires, pour orienter la société dans la voie du socialisme de façon cohérente et équilibrée, une autorité centrale puissante est nécessaire. Mais il faut aussi empêcher que ce système ne fonctionne à sens unique et permettre que les masses puissent y participer de façon efficace. Dans le cadre de cette double source de pouvoir et de responsabilité, et parallèlement à la constitution d'un système centraliste, seul capable d'orienter la société vers le socialisme, les masses seront assurées de pouvoir participer à la direction et à la conduite des affaires, le bureaucratisme, contraire à l'esprit du socialisme, sera éliminé et empêché de renaître.

Les secteurs composés d'un grand nombre d'unités de production de petite taille ne peuvent être efficacement soumis à une planification centralisatrice. En outre, le fait que les ressources nationales investissables soient limitées, oblige à donner la priorité aux investissements de l'Etat. Il ne fait aussi aucun doute que cette priorité doit également s'appliquer à la création des industries lourdes (métallurgie, machines-outils, chimie) utilisant une technologie avancée et que les ressources doivent être orientées vers ces secteurs.

Il s'ensuit que, dans la période de construction

du socialisme, les entreprises et secteurs-clés seront nationalisés selon l'ordre dicté par le développement technologique et économique. Parallèlement, les entreprises industrielles de base seront créées par l'Etat. Le secteur étatique, composé des entreprises nationalisées et des nouvelles créations d'entreprises par les investissements de l'Etat, acquerrant une forme et un contenu socialistes, verra son poids et son influence croître et deviendra le secteur-guide de l'économie nationale. Les entreprises et secteurs non nationalisés seront, par la planification centrale, mis en harmonie avec les exigences du développement économique et social.

• La planification centrale s'appliquera à la vie sociale toute entière

Une telle politique étatique devant promouvoir la construction du socialisme n'est possible que si elle est accompagnée d'une participation active des masses populaires à la vie politique, aux affaires publiques, ainsi que d'une planification centrale rationnelle et cohérente, toujours avec la participation et sous le contrôle des masses.

La planification centrale ne sera pas qu'une simple programmation économique mais devra constituer une pratique englobant tous les secteurs de la vie sociale. Le développement, qui n'est pas un processus exclusivement économique, doit pouvoir avoir lieu simultanément et de façon harmonieuse dans tous les secteurs de la vie sociale. D'ailleurs, le développement dans un domaine précis exige son élargissement à d'autres secteurs; par exemple, une industrialisation rapide dépend de développements dans les domaines de la technologie, de l'éducation, de l'infrastructure sanitaire etc.

En outre, la planification ne sera pas que le développement simultané de divers secteurs de l'activité sociale. Il est tout aussi important de fixer des objectifs et des priorités. Dans la réalisation de ces objectifs, la répartition géographique des travaux à

effectuer à travers tout le territoire sera aussi prise en compte.

Le plan sera impératif tant pour le secteur étatique que pour les entreprises privées

Le plan aura un caractère impératif non seulement pour les entreprises d'Etat mais aussi, quoique dans une mesure différente, pour les entreprises privées hors du secteur étatique. Ainsi les investissements pourront être orientés de la meilleure manière possible en vue d'un développement rapide. Le plan déterminera quels investissements, et dans quelles régions du pays, seront laissés au secteur privé et, afin d'empêcher la sous-utilisation des capacités productives et l'introduction de techniques de production périmées, les investissements figureront dans le plan dans leur détail. Les investissements privés devront se conformer aux conditions et qualités exigées par le plan; les projets d'investissements ne pourront être appliqués qu'après avoir reçu l'approbation nécessaire.

Le secteur de l'industrie lourde sera prioritaire, pour autant que cela ne fera pas baisser le niveau de consommation déterminant le niveau de vie du peuple

Une des tâches fondamentale de la planification centrale sera de déterminer les relations entre les taux de croissance des industries de base et des industries de biens de consommation, de l'industrie et de l'agriculture, et de fixer des priorités dans ce domaine. A la stricte condition de ne pas diminuer la consommation des biens déterminant le niveau de vie du peuple, priorité sera donnée à l'industrie lourde, à la production des biens d'investissement, et le taux de croissance de ceux-ci sera plus élevé. Le développement des industries de biens de consommation dépend à son tour du développement des industries qui lui fournissent machines et équipements.

Le socialisme n'est certainement pas un misérabilisme. Il ne vise pas non plus l'uniformisation vestimentaire ou alimentaire, l'égalité à la manière d'une caserne. Le socialisme et la planification centrale veulent, fondamentalement, une amélioration du niveau de vie du peuple, une augmentation et une diversification dans la consommation de celui-ci. Il n'en demeure pas moins que la consommation ne constitue pas un but en soi. Considérer la consommation comme le sens et le but de la vie est incompatible avec le socialisme. Ce serait là un rétrécissement du sens de la vie, rendue par trop superficielle, une mutilation des potentialités humaines, réduites à une consommation passive.

A mesure que le socialisme prendra racine et se développera, le problème de la consommation prendra de l'importance; la diversification des biens de consommation, les goûts personnels, la production de biens plus "luxueux" prendra de l'importance. On prendra garde, à ce moment là, de ne pas glisser vers une "société de consommation" à la façon des pays capitalistes.

La planification centralisée sera aussi un instrument démocratique assurant la participation des masses à la direction et à l'orientation des affaires publiques.

Le Parti Ouvrier de Turquie ne croit pas que la planification consiste en un plan préparé par un organe central composé d'experts puis appliqué, de haut en bas. L'organe central de planification doit être en contact permanent et échanger des informations avec tous les secteurs et entreprises individuelles entrant dans le cadre de la planification. Au cours de la préparation du plan, des propositions émanant des sections horizontales et verticales, à commencer par les entreprises individuelles, sur l'apport éventuel du plan ainsi que des informations sur leur propre cas doivent être centralisées chez l'organisme du

plan qui en tiendra compte et établira un projet de plan pour développer la vie sociale efficacement et harmonieusement; ce projet devra retourner aux secteurs, entreprises et organismes concernés, y sera discuté et reviendra ensuite à l'organe central de planification pour y recevoir sa forme définitive. Ainsi préparé, le plan sera expédié à l'Assemblée Nationale. Les programmes annuels, ainsi que les applications particulières devront suivre la même procédure. De cette manière, le plan sera aussi un instrument de la participation populaire à la conduite des affaires publiques, un instrument démocratique.

Le dualisme campagnes - villes sera progressivement éliminé

Un des points importants dont l'organe planificateur central devra tenir compte en fixant des taux de croissance pour les secteurs agricole, industriel et des services, est de prendre des mesures devant tendre à atténuer, avec le temps, l'écart profond existant entre la ville et la campagne. Si l'industrie est l'axe et le moteur de la croissance, l'agriculture, quant à elle, fournit les matières premières et les produits alimentaires. Même s'il est possible d'obtenir ces produits à un coût moindre que leur coût intérieur, on ne devra pas avoir recours à l'importation mais plutôt au développement des ressources intérieures; l'objectif fondamental demeure la suppression de la dépendance économique de l'extérieur et la constitution d'une économie nationale harmonieuse et équilibrée.

- La production agricole sera réorganisée; une réforme agraire ainsi qu'une réforme foncière seront réalisées à l'échelle nationale

Les réformes agraire et foncière constituent des problèmes tant politiques qu'économiques. Avec ces réformes:

- 1) La productivité agricole augmentera et la diversification des produits nécessaires à l'industrie aussi bien qu'à l'alimentation, sera assurée;
- 2) Ces réformes favoriseront les masses paysannes; leur niveau de vie en sera amélioré et, en tant qu'alliées de la classe ouvrière, ces masses seront acquises à la cause du socialisme;
- 3) L'influence politique réactionnaire et conservatrice des grands propriétaires terriens sera supprimée.

Ces réformes seront réalisées avec la participation des masses paysannes. Afin que ces réformes ne s'enlisent pas dans des impasses bureaucratiques et ne dévient pas de leurs objectifs, les masses de paysans pauvres doivent être organisées et participer activement à leur réalisation. Pour obtenir cette organisation et cette participation une lourde tâche incombe aux organes locaux du Parti.

Il va sans dire qu'une réforme agraire et foncière ne saurait se contenter de distribuer des lopins de terre comme s'il s'agissait de pain; une aide technique et des crédits de fonctionnement aux exploitants agricoles ne réglerait pas la question non plus. Il doit s'agir, en premier lieu, de la réorganisation complète de la production agricole qui doit être dotée de la technologie la plus avancée. Ce n'est qu'ainsi que peuvent augmenter la productivité et la production globale dans l'agriculture. Par ailleurs, il est un fait que la technologie moderne ne peut être utilisée sur de petites exploitations et exige de grandes exploitations agricoles.

Dans le cadre du mode de production capitaliste le problème se résout par l'élimination progressive des petites et moyennes entreprises agricoles, la formation d'un prolétariat agricole et la transformation des grandes exploitations agricoles en "usines aux champs" sous le contrôle du grand capital. Le principe de la "maximisation du profit" fonctionne concomi-

tamment à la concentration et à la centralisation des terres.

Sous le socialisme, les questions économiques et technologiques se résolvent en tenant compte du facteur humain, de la satisfaction des aspirations des masses populaires. Il va sans dire que cette satisfaction ne doit pas contredire la tendance du socialisme à se développer. Ceci est une conséquence directe du fait que le socialisme tient toujours compte des réalités humaines, de même que c'est aussi l'expression d'une nécessité économique au sens le plus large.

Les économistes bourgeois considèrent le travail comme un "facteur de production", tout comme les machines et autres équipements industriels. Or, ce "facteur de production" n'est pas, comme les autres, neutre et inanimé. La force de travail ne saurait être détachée, abstraite, de la personnalité, des espoirs et aspirations de la personne humaine en qui elle se concrétise. La satisfaction du travailleur, son ardeur et son attachement à son travail sont indispensables à la bonne marche de la production, à la hausse constante de la productivité. L'importance du soutien politique des masses est également évident. Les différentes couches sociales constituent la véritable source du pouvoir. Seul un parti qui a su se fondre dans la classe ouvrière et les masses laborieuses peut entreprendre les transformations nécessaires et, entre autres, la réorganisation de la production agricole.

Pour toutes ces raisons, du point de vue du socialisme, les réformes agraire et foncière doivent répondre aux nécessités techniques et économiques, de même qu'elles doivent être de nature à être adoptées et assimilées par les masses populaires. Le fait de savoir dans quelle mesure les paysans turcs ont une "faim de la terre" et désirent posséder leur propre terre et dans quelle mesure ils désirent "vivre mieux" et donc posséder un emploi qui leur assure le niveau de vie désiré est une question qui touche de près à la qualité des réformes proposées. L'industrialisation, l'urbanisation rapide, l'émigration et la prolétarianisation dans l'agriculture sont des facteurs qui con-

courent à diminuer cette "faim de la terre". D'ores et déjà nous savons que cette "faim" varie beaucoup d'une région à une autre.

Par ailleurs, avant de programmer dans le détail des problèmes tels que la coopération et les fermes d'Etat, la situation objective et subjective des masses paysannes selon les régions doit être prise en considération.

Une pareille prise en considération s'appuie aussi sur une autre raison. Une production agricole s'appuyant sur une technologie avancée n'aura pas besoin d'une proportion de la population active aussi grande que celle qui se trouve aujourd'hui dans l'agriculture. Une production plus abondante et plus diversifiée pourra être obtenue en utilisant une moindre quantité de force de travail. Par ailleurs, la demande de main-d'œuvre émanant de l'industrie ira en croissant. L'effet de repoussoir de l'agriculture et l'effet d'attraction de l'industrie opérant ensemble, il se produira un transfert massif et continu de main-d'œuvre vers le secteur industriel; ceci se produit déjà actuellement dans une certaine mesure. La planification centrale aura donc, parmi ses tâches les plus importantes, de régler convenablement le transfert de main-d'œuvre de la campagne vers la ville, de l'agriculture vers l'industrie et les services.

● La démocratie sera réalisée à chaque moment et dans toutes les sphères de la vie sociale

La démocratie ne concerne pas que la sphère des activités politiques. La vie et les institutions sociales font partie du processus démocratique. Ce n'est que lorsqu'elle inclut tous les secteurs de la vie sociale que la démocratie cesse de n'être que formelle; elle ne se réalise que si elle acquiert un contenu économique et social. Pour que les rouages de l'Etat fonctionnent en faveur des travailleurs et que le travail accompli favorise les masses populaires, il faudrait que ces dernières puissent activement parti-

ciper à la direction et au contrôle des affaires publiques. Pour que les unités administratives ne s'éloignent pas du peuple et ne se bureaucratisent pas il est indispensable que les masses populaires puissent faire entendre leur voix à tous les niveaux.

Dans la conception de la démocratie qu'a le Parti Ouvrier de Turquie, ce sont la classe ouvrière et les masses laborieuses qui constituent la force motrice de la société.

Tous les ouvriers et travailleurs participeront activement à la direction et au contrôle de leur lieu de travail

Le Parti Ouvrier de Turquie, au pouvoir, afin d'assurer une totale démocratisation de la société, assurera à tous les ouvriers, salariés et/ou membres une participation effective à la direction et au contrôle de leur lieu de travail quel qu'il soit. Pour développer l'initiative des masses et leur responsabilité sociale les organisations populaire basées sur le volontariat seront encouragées et les conditions favorables à de telles organisations seront créées.

Par ces moyens la participation des individus et des masses à la direction, à l'exécution et au contrôle des affaires sociales sera assurée de façon réelle, et pas seulement formellement; ainsi l'administration pourra se fondre dans les masses.

Les administrations locales seront réunies sous une seule organisation administrative et démocratisées

Le Parti Ouvrier de Turquie au pouvoir, les administrations locales (municipalités et branches locales des administrations de l'Etat) seront démocratisées, avec l'influence et la participation du peuple. Dans ce but, les départements, sous-préfectures et mairies seront unifiées dans une seule forme d'organisation. Les administrateurs et assemblées locaux seront élus et pourront être déchus de leurs fonctions selon des procédures fixées par la loi au cas où ils n'accomplissent pas leur tâche ou commettent des abus

de pouvoir. Pour assurer leur bon fonctionnement et accroître leur possibilité d'initiative les administrations locales verront leurs pouvoirs accrus mais ceci sera accompagné d'un accroissement parallèle de leurs responsabilités; elles seront, par ailleurs, contrôlées et suivies de très près. Ainsi, il pourra être répondu plus facilement aux aspirations des masses et des régions, la bureaucratisation et la lenteur dans les relations entre administrations locales et centrales éliminées et une administration plus dynamique et plus efficace pourra être mise en place.

Les organes régionaux seront développés

Il sera créé des "institutions comprenant plusieurs départements, accomplissant un service public et dotées de pouvoirs s'étendant sur l'ensemble de ces départements" et, progressivement, les départements seront regroupés au sein d'entités régionales. Le rattachement direct au centre de chacun des 67 départements n'étant pas un mode d'organisation assez efficace, il sera créé un échelon supplémentaire afin de combler le vide existant entre le centre et les départements.

La division administrative du territoire sera revue et sera harmonisée avec la distribution géographique de la population ainsi qu'avec ses caractéristiques sociologiques. Ainsi, les situations, assez fréquentes actuellement, où une ville dépend administrativement d'un département mais économiquement et socialement d'un autre département seront supprimées. Quant aux entités régionales, elles seront formées par la réunion de départements proches à tous les points de vue.

Dans la réforme administrative, on prendra soin à ce que les communications entre administration centrale et organes régionaux, entre échelons inférieurs et supérieurs restent toujours ouvertes et ne soient pas bloquées par une bureaucratisation excessive. Le système envisagé n'est pas une "décentralisation administrative", il est plutôt la démocratisation du

système centraliste et l'assurance de son fonctionnement efficace en faveur des masses populaires.

- Ce ne sont pas seulement l'économie et le bien-être que vise le socialisme; une société où les hommes seront libérés de toute oppression, exploitation et aliénation et où ils pourront librement développer leurs capacités sera construite.

Dans les sections précédentes on a noté certains choix fondamentaux concernant les changements à apporter dans diverses sphères de la vie sociale au cours de la phase de construction du socialisme. A mesure que ces choix se reflètent dans la réalité l'abîme séparant le travail manuel du travail intellectuel, la ville de la campagne tendra à disparaître; chacun pourra activement participer à tous les secteurs de la vie sociale et trouvera le moyen, une fois libéré de toute oppression et de toute exploitation, de développer librement ses capacités et sa personnalité. Ici le problème de l'industrialisation, du développement économique recoupe celui de la formation humaine et du développement des valeurs socialistes; il devient évident que la construction du socialisme n'est pas qu'un problème économique, ou concernant le seul bien-être matériel des hommes. L'économie socialiste et le bien-être des masses en est une condition fondamentale mais non suffisante. Ainsi, le problème de l'industrialisation et du développement économique, compte tenu du fait qu'il s'agira de former non seulement des cadres techniques compétents mais aussi des hommes ayant parfaitement assimilé les valeurs morales et sociales du socialisme, recoupe aussi le problème de l'éducation et de la formation dans l'acceptation la plus large du terme. Ce n'est qu'avec le développement concomitant d'un tel milieu culturel et du bien-être matériel, s'influençant mutuellement, que le socialisme sera intégralement réalisé et que notre Turquie, libre et digne, prendra la place qui lui revient parmi les pays socialistes de la famille humaine.

SOMMAIRE

CONSIDERATIONS SERVANT DE BASE AU PROGRAMME	3
INTRODUCTION	5
la contradiction principale est celle entre les systèmes capitaliste et socialiste	5
la turquie se trouve à l'intérieur du tissu de relations du capitalisme à son stade impérialiste ...	8
Le procès capitaliste en turquie s'est déroulé autrement qu'en europe	11
LA SITUATION DE CLASSE EN TURQUIE	15
les relations et contradictions entre les classes dominantes	15
la classe ouvrière et les autres classes laborieuses	20
PROGRAMME	37
NOTRE TACHE FONDAMENTALE	39
le parti concrétise sa lutte contre l'impérialisme et pour la démocratisation du pays dans les formes suivantes	41
LE SOCIALISME ENTRERA DANS LES FAITS	49
la voie menant au socialisme sera ouverte	49
au cours du processus menant au socialisme	50